

Le budget—M. Stevens

● (1640)

Je ferais remarquer qu'en novembre 1981, on nous a dit que l'emploi croîtrait de 1.8 p. 100 en 1982. En réalité, il a fléchi de 3.2 p. 100. On nous a dit que l'emploi augmenterait de 1.7 p. 100 en 1983. En réalité, s'il faut se fier ce que le ministre des Finances a dit hier soir, il va fléchir de 0.6 p. 100, plus d'un demi pour cent.

Il y a une question que j'aurais bien aimé poser au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Je vois que le ministre des Finances est à la Chambre. Il pourrait peut-être demander le consentement unanime pour nous donner la deuxième explication que je demande: pourquoi nous a-t-on dit en novembre 1981 que la population active grossirait de 2.8 p. 100 l'an dernier alors qu'en réalité, elle a diminué de 0.5 p. 100? Comment explique-t-on cette différence de trois points? Ces personnes se sont-elles tout simplement égarées? Sont-elles mortes subitement? Ont-elles disparu ou émigré? Qu'est-il arrivé?

Nous savons ce qui s'est passé. Il n'y avait pas d'emplois pour eux. Nous avions prévu que la population active allait augmenter de 2.5 p. 100. Ce n'était pas une surprise pour le gouvernement. En fait, le gouvernement a laissé tomber les Canadiens. Il a laissé tomber ceux qui ont fini par avoir leur nom sur les listes de chômage ou pire, qui ont renoncé à chercher un emploi.

Et surtout, pourquoi nous a-t-on dit en 1981 que cette année, la population active augmenterait de 2.2 p. 100 alors qu'hier soir on nous a dit qu'elle avait en fait diminué de 1 p. 100? Que sont devenues ces personnes-là? Il s'agit des centaines de milliers de Canadiens qui, d'après les prévisions de novembre 1981, devaient se joindre à la population active. On nous apprend maintenant que ces personnes-là ont subitement disparu.

Comme je connais ce gouvernement depuis longtemps, comme je connais ses supercheries, ses arguments spécieux et son manque d'honnêteté, je me demande s'il ne manipule pas les chiffres, comme disent les économistes. Il suppose que la population active augmentera moins, ce qui donne une meilleure impression sur le plan du chômage.

A propos de chômage, on nous a dit en novembre 1981 que le nombre de chômeurs en 1982 équivaldrait à 7.8 p. 100 de la population active. En fait, il a atteint 11.1 p. 100. En 1981, on nous a dit que cette année, le taux de chômage serait de 8.3 p. 100, à peu près l'équivalent du taux de chômage américain. En fait, il est de 12.4 p. 100 à cause de l'incompétence flagrante du gouvernement.

Si nous croyons le ministre, et je ne conseille pas aux Canadiens de le croire, mais si nous décidons de croire les déclarations qu'il a faites hier soir, le taux de chômage sera de 11.4 p. 100 l'année prochaine. En novembre 1981, le prédécesseur du ministre nous a dit que le taux de chômage serait de 8.3 p. 100 seulement. Qui peut-on croire? Je crois que les chiffres présentés hier soir sont trompeurs. Ils ne donnent pas une idée exacte de la véritable opinion du gouvernement. Certains députés poseront probablement des questions comme celles que je pose cet après-midi: pourquoi un gouvernement n'arrive-t-il pas à avoir une idée plus précise de ce qui nous attend alors qu'il a à

son service toute une série de mandarins et plusieurs milliers de virtuoses de la calculatrice?

Je pourrais citer beaucoup d'autres exemples des prévisions les plus incroyables, les plus optimistes, que l'on a incorporées dans les précédents budgets et qui se sont révélées illusoire parce que, comme le temps s'est chargé de le prouver, le gouvernement est dépassé par les événements.

Je voudrais aborder brièvement une autre question, la productivité. J'ai été plutôt étonné de constater que cette question n'est même pas abordée dans le budget, que l'on ne fait aucune prévision quant à la hausse de la productivité. Le gouvernement s'est contenté d'enterrer cette question. Dans les budgets précédents, il avait au moins tenté de deviner quelle serait l'évolution de la productivité, à la hausse ou à la baisse. Cette fois-ci, il ne fait aucun commentaire.

En lisant les documents budgétaires hier, j'ai constaté quelque chose de vraiment étonnant. Les Canadiens ont subi les difficultés des sociétés de la Couronne, y compris la perte sèche de 125 millions de dollars dans l'affaire de la Consolidated Computers. Non seulement nous avons subi cette perte, mais on ne nous a jamais donné la moindre explication à la Chambre à ce sujet. Les résultats de l'enquête interne qui a eu lieu n'ont jamais été divulgués à la Chambre. En dépit des agissements de plus en plus scandaleux à la société Canadair, il n'y a jamais eu de véritable débat à la Chambre à ce sujet.

Si l'on excepte les crédits de \$1 et les lettres d'accord, on ne nous a jamais consultés pour savoir si les Canadiens étaient d'accord pour aider cette entreprise. On constate maintenant que nous risquons d'y engloutir entre 1.8 et 2.3 milliards de dollars. En dépit de toutes les formes de financement que le gouvernement prévoit accorder cette année et à l'avenir aux firmes de Havilland, CDC, CN, Air Canada et bien d'autres, on ne trouve pas un traître mot dans le budget présenté hier soir au sujet des besoins financiers réels de toutes ces entreprises.

Comme le vérificateur général l'a signalé, ces entreprises emploient ensemble des centaines de milliers de gens. Elles constituent pratiquement un gouvernement parallèle. Est-ce possible? Ce même gouvernement qui a le culot de déclarer, par la bouche du ministre de l'Emploi et de l'Immigration, que le temps est venu de jouer franc jeu avec les Canadiens, présente un budget qui ne donne aucun renseignement sur les besoins financiers de centaines et de centaines de sociétés de la couronne dont il faut bien s'accommoder.

Depuis mon arrivée à la Chambre, je suis l'évolution de cette affaire avec intérêt. Je me rappelle le bon vieux temps—c'est ce qui me semble maintenant—au début des années 70 où l'on tenait pour acquis que les crédits affectés aux sociétés d'État étaient prévus dans le budget et les documents budgétaires en faisaient état. Je me souviens même d'un budget où, à ma grande surprise, on n'en faisait pas état comme à l'habitude, mais plutôt dans une note en bas de page. On disait que les besoins financiers s'élèveraient, disons, à 10 milliards de dollars et on ajoutait, dans une petite note en bas de page, que 2 milliards de plus étaient prévus pour diverses sociétés d'État.